



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires, au plus tard le 21/10/2020, au  
SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au secteur

[dominique.charnasse@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.charnasse@sgae.gouv.fr)

Simon LOREAL, adjoint au secteur

[simon.loreal@sgae.gouv.fr](mailto:simon.loreal@sgae.gouv.fr)

Copie à Clara AUGEREAU, chef du secteur « Coordination, communication, relations publiques et influence »

[clara.augereau@sgae.gouv.fr](mailto:clara.augereau@sgae.gouv.fr)

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	<b>TAXUD-C-4</b>
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste :</b> <b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	<b>Momchil SABEV</b> <a href="mailto:Momchil.Sabev@ec.europa.eu">Momchil.Sabev@ec.europa.eu</a> +32 229-52135 <b>Administration des taxes et lutte contre la fraude fiscale</b> <b>1</b> <b>1<sup>er</sup> trimestre 2021<sup>1</sup></b> <b>2 ans<sup>1</sup></b> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
<b>Cet avis est également ouvert</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

#### 1. Nature des fonctions

L'unité C4 de la DG TAXUD est responsable de l'administration fiscale et de la lutte contre la fraude fiscale. Elle s'occupe des politiques et leur mise en œuvre pour renforcer la coopération entre les autorités fiscales des États membres dans le domaine de la TVA afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, la perception correcte de la TVA et la prévention et la lutte contre la fraude. L'unité est chargée de la politique de l'administration fiscale au sein de l'Union européenne, en favorisant l'échange de bonnes pratiques et un dialogue stratégique entre les chefs des administrations fiscales. L'unité est aussi chargée de la gestion de la législation relative à l'assistance mutuelle en matière de recouvrement de créances fiscales. Elle coordonne la contribution de la DG TAXUD à la DG BUDG pour les contrôles des ressources propres. Elle apporte son soutien aux équipes chargées du semestre européen pour les questions relatives à la fiscalité.

L'unité C4 de la DG TAXUD offre un emploi intéressant au sein d'une équipe développant la coopération entre autorités fiscales dans le cadre informel de la coopération entre les responsables des administrations fiscales des États membres de l'Union Européenne (TADEUS) et œuvrer à la modernisation et à l'amélioration des performances des administrations fiscales nationales.

<sup>1</sup> Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

Cet emploi offre une variété de tâches à effectuer de manière autonome ou en étroite collaboration avec des collègues à propos de la fourniture d'analyse et la proposition de solutions et mener ou coordonner des projets relatifs à la coopération administrative entre les administrations fiscales nationales, organiser et participer à des réunions, des ateliers, des groupes de projet, des plateformes, l'élaboration de politiques et la rédaction de documents en vue d'une discussion avec les États membres et les parties prenantes; préparer des briefings et des réponses aux questions du public ou des membres du Parlement européen.

Le poste implique de nombreux contacts avec les parties prenantes extérieures à l'unité que ce soit au sein de la DG TAXUD, avec les États membres, les entreprises ou d'autres parties prenantes. Le candidat doit avoir un bon esprit d'équipe et peut être appelé à assister et à coopérer avec les autres secteurs et autres unités, le cas échéant.

La DG TAXUD fournit un environnement de travail moderne avec des plateformes informatiques qui permettent une collaboration personnelle ou à distance, des outils de conférence modernes et des modalités de télétravail qui permettent de s'adapter aux circonstances personnelles et situationnelles conformément aux règles en vigueur et aux recommandations de la Commission.

## **2. Qualifications requises**

### **a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### **b) Critères de sélection**

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : juridique, administratif et/ou économique éventuellement appliqué à la fiscalité.

#### Expérience professionnelle

Une expérience de travail dans une administration fiscale est très importante. Des connaissances et de l'expérience spécifique en matière de gestion, de suivi et d'évaluation de projets sont un atout.

#### Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais, éventuellement, français.

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

#### **Informations de contact**

##### **- Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.